

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Inacceptable-feu-vert-aux-subventions-pour-l-EPR>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Non à l'EPR de Flamanville > Actualités de campagne > **Inacceptable feu vert
aux subventions pour l'EPR en projet en Grande-Bretagne : l'oeuvre du lobbying d'EDF et Areva ?**

8 octobre 2014

Inacceptable feu vert aux subventions pour l'EPR en projet en Grande-Bretagne : l'oeuvre du lobbying d'EDF et Areva ?

EDF et la Grande-Bretagne ont signé un contrat pour la construction de deux réacteurs EPR sur le site d'Hinkley Point (Somerset). En vertu de ce contrat, la Grande-Bretagne s'engagera à lui racheter pendant 35 ans l'électricité des réacteurs pour un montant de 89,5 £ le MWh, soit le double du prix en vigueur outre-Manche ! Ce mécanisme de financement, qui constitue une subvention à peine déguisée, vient pourtant d'être autorisé par la Commission Européenne, qui l'a déclaré conforme aux principes de concurrence ! Derrière cette décision incompréhensible, ne faut-il pas voir le résultat du lobbying acharné d'EDF et Areva ?



Le site d'Hinkley Point, qui compte déjà deux réacteurs, doit accueillir deux EPR - Photo EDF

Une aide incompréhensible pour une technologie chère et dangereuse

La décision de la Commission Européenne d'autoriser le mécanisme de financement du projet d'EPR destiné à être construit à Hinkley Point est aussi incompréhensible que scandaleuse. À l'heure où il est question de réduire les subventions aux énergies renouvelables, on autorise une aide d'État pour cette technologie du siècle dernier, hors de prix et dangereuse !

Les Britanniques vont donc être condamnés à payer très cher, pendant 35 ans, pour une électricité qui ne sera dans tous les cas pas disponible avant très longtemps, au vu des déboires rencontrés par les chantiers des EPRs de Flamanville et d'Olkiluoto. Pour éviter le risque d'accident, lutter efficacement contre l'effet de serre et ménager les contribuables britanniques, n'aurait-il pas été préférable que ces sommes démentielles soient plutôt investies dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables ? Rappelons que [le prix de l'éolien terrestre, dans les conditions actuelles, est déjà inférieur à celui de l'électricité qui doit être produite par l'EPR d'Hinkley Point](#) !

Le lobbying à grande échelle d'EDF et Areva

Derrière cette exception aux principes de la concurrence (d'autant plus incongrue qu'elle concerne le pays le plus libéral de l'Union Européenne, dont le gouvernement avait d'ailleurs promis que le développement du nucléaire aurait lieu sans subventions), ne faut-il pas voir le résultat du travail de lobbying acharné mené par l'industrie nucléaire française auprès des Britanniques et de la Commission Européenne ?

- En 2011, le Guardian avait révélé qu'EDF et Areva avaient déjà oeuvré conjointement avec le gouvernement britannique pour [minimiser les conséquences de Fukushima auprès de l'opinion publique](#) pour éviter la remise en question de nouveaux projets nucléaires.
- En 2013, selon The Independent, Luc Oursel avait plaidé auprès de la Commission Européenne

pour demander l'[allocation de subventions pour le nucléaire... et la fin des aides aux énergies renouvelables et à la lutte contre la précarité énergétique !](#)

- Toujours en 2013, la France et la Grande-Bretagne avaient plaidé [pour faire évoluer les règles européennes encadrant les aides d'État](#) afin que le nucléaire puisse en bénéficier.

Ces magouilles pour accélérer le développement du programme EPR en Grande-Bretagne ne sont d'ailleurs pas isolées : ainsi, comme l'a révélé le Guardian récemment, [parmi les agents de l'Office for Nuclear Regulation chargés d'évaluer la sûreté de l'EPR, deux étaient d'anciens salariés d'EDF !](#)

Le Réseau "Sortir du nucléaire" espère que les démarches en justices de l'Autriche et des associations britanniques permettront de barrer la route à ce futur éléphant blanc aussi coûteux que dangereux et de mettre fin à ces pratiques inacceptables.

Pour en savoir plus :

- ▶ Communiqué de presse de [Stop Hinkley](#)
- ▶ Plainte de la coalition [Energy Fair](#) auprès de la Commission Européenne.